

vue d'égaliser les revenus des gens qui veulent travailler. Elle part certainement du bon pied. Elle tente d'assurer une mesure de sécurité aux travailleurs. Là où nous avons fait fausse route, c'est en accordant ces prestations à des gens qui ne veulent pas travailler. Nous essayons aussi, aux termes de cette motion omnibus, d'instituer une prime à la grossesse. La récompense de la grossesse est évidente: c'est l'enfant. Quiconque a des enfants ou des petits-enfants sait que c'est une bénédiction et que le gouvernement fédéral n'a pas à légiférer en cette matière.

Les garderies sont une idée magnifique. Elles fonctionneraient très bien si nous vivions en communauté. Mais l'établissement de garderies dans tout le Canada me semble beaucoup plus difficile, car je n'accepte qu'une législation de caractère universel. Je ne crois pas que seule la mère citadine qui désire être vendeuse chez Woolworth's devrait faire garder son bébé du berceau à l'âge scolaire. Et l'Esquimaude qui aide son mari à chasser le phoque? Quelqu'un devrait s'occuper de ses enfants pendant qu'elle chasse sur les banquises avec son mari. Elle aussi est canadienne et peut-être une contribuable.

A tout prendre, nous avons la charge de légiférer pour notre bien à tous. Dieu sait que nous pourrions faire beaucoup si nous avions l'argent. D'où viendra l'argent? Allons-nous taxer la mère qui utilise la garderie? Certainement pas. Nous allons taxer le riche. Mais qui est le riche aujourd'hui? Ce n'est pas celui qui gagne \$10,000 par année, car avec ce traitement, il ne profite d'aucun de ces avantages. L'allocation familiale lui sera retirée et il n'aura rien gratuitement. Celui qui construit une maison convenable pour y élever ses propres enfants, sans parler de ce qu'il contribue aux garderies qui serviront à ceux des autres, devra payer jusqu'à \$1,500 par an, en plus de l'impôt sur le revenu.

Il me semble qu'aujourd'hui, face à tant de maux économiques, nous devrions chercher le moyen d'assurer assez d'argent à la poule qui est censée pondre les œufs d'or, à l'homme qui gagne \$10,000 par année, qui aspire à ce niveau-là et aux avantages sociaux auxquels nous lui reconnaissons le droit. Mais bien peu de gens sont prêts à payer plus qu'ils ne le font déjà. En parcourant le pays—et j'hésite à vous dire combien de milles je dois faire pour bien remplir mon rôle à la Chambre—je me fais dire partout: «Il faut les battre avec leurs propres armes». Qu'entend-on par là? Si vous ne pouvez vous permettre de payer les impôts prélevés sur les traitements de \$7,000 à \$10,000 par année, mieux vaut alors être chômeurs et avoir tout pour rien. Personne à portée de ma voix, ou qui se donnera la peine de lire ce que je dis cet après-midi, ne niera ce fait déplorable. Ce que les Canadiens attendent de nous aujourd'hui, c'est de proposer des solutions économiques judicieuses pour protéger le salaire net du travailleur à revenu moyen.

J'ai autant d'imagination qu'un autre et je pourrais inventer de magnifiques façons de dépenser l'argent d'autrui aussi bien que n'importe qui ici. Mais je dois me torturer les méninges pour vous dire comment percevoir un dollar de plus du contribuable canadien moyen sans le pousser à la ruine. A quoi bon nous vanter de notre produit national brut? Je suis scandalisé de lire que notre produit national brut a doublé quand je vois mon revenu net coupé en deux. C'est ridicule. Une foule de Canadiens cherchent désespérément des solutions. J'ose

dire que si nous avions au Canada un homme fort qui posséderait les réponses à ces questions, les gens le suivraient comme dans la légende, les enfants suivaient le joueur de flûte. Mais ils ne se laissent pas leurrer par les chansons qu'on leur sert aujourd'hui. Rongés par l'inquiétude, ils sont las d'entendre parler du sexe, d'avortement, de garderies et d'assurance-chômage, quand c'est d'augmentation des emplois, de la production, et de diminution du chômage et des impôts que nous devrions parler.

Je n'accepte pas l'avortement. Il ne me reste que deux possibilités à l'heure actuelle: soit me faire traiter d'implacable boucher de femmes soit de boucher d'enfants sans défense. Y a-t-il du vrai dans l'une et l'autre? Sont-elles fausses toutes les deux? Ou bien un homme de bon sens peut-il trouver une réponse à tout cela? Je suis vieux jeu. Je suis ce que la jeune génération appellerait peut-être un «arriéré.» J'en reviens aux normes que m'a apprises la même vieille grand-mère qui estimait qu'il était bien d'avoir des enfants et des petits-enfants. Elle prétendait que la vie humaine était sacrée et qu'on devait tout faire pour la sauvegarder. C'est un bon point de départ. Telle est toujours ma position et j'entends la garder.

J'ai voté à la Chambre contre la peine de mort. Le Code criminel est commodément vague. Je crois qu'il est question d'avortement. Je me trompe peut-être. Peut-être s'agit-il de la peine de mort. J'ai voté pour l'abolition de la peine capitale parce que, tout policier de mon métier que je sois, j'ai le grand souci du caractère sacré de la vie humaine, même du caractère sacré d'un criminel condamné, un tueur de sang-froid d'agents de police. J'ai voté contre l'amendement qui rendrait la vie d'un agent de police plus sacrée que celle de tout autre.

Je crois en l'universalité de la démocratie. Je crois que la vie humaine est sacrée et qu'on ne doit pas en faire bon marché. La seule excuse valable pour mettre fin à une vie humaine est que ce soit pour un plus grand bien. Voilà pourquoi j'ai été soldat et aussi policier: pour tenter de défendre le droit, ce qui n'est rien de plus que de défendre le bien du plus grand nombre. J'ai donc voté contre le maintien de la peine de mort parce que des gens m'ont dit, en citant des statistiques, que ce serait faire à la race humaine un pas de plus vers cette utopie que nous nous efforçons d'atteindre. Aussi, allant à l'encontre de ce qui me semblait évident, j'ai accepté de donner une chance à l'abolition de la peine de mort pour voir si le traitement humain d'assassins implacables, de tueurs d'enfants et de caissiers de banque, de meurtriers de gens qui, après avoir gagné ce qu'ils possédaient, pensaient avoir le droit de le conserver, serait dans le bien général.

• (5.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, je l'ai fait car je crois profondément à la valeur de la vie humaine. Que personne à la Chambre ou dans le pays ne me dise que si je vote de telle ou telle façon sur l'avortement c'est parce que je suis un meurtrier implacable de femmes ou d'enfants. Je voterai comme je l'ai dit car j'ai un profond respect pour la vie humaine.